



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

12 AVR. 2018

3752

Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture et de la
Protection des consommateurs, 2

Référence: 280/18

10 AVR. 2018

A traiter par:

Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg

Luxembourg, le 12 avril 2018

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, nous nous permettons de poser une question parlementaire concernant l'agriculture biologique au Luxembourg à Monsieur le **Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**.

En 2009, un plan d'action national en faveur de la promotion de l'agriculture biologique a été établi. En 2013, le pourcentage des exploitations agricoles exploitées biologiquement était à 5,63%. La production biologique reste donc très mince au Luxembourg. Néanmoins, la demande de produits biologiques ne cesse d'augmenter. Par conséquent, la majorité des produits biologiques vendus au Luxembourg sont importés car la production luxembourgeoise n'est pas capable de répondre à la demande.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre :

1. Dans l'agriculture luxembourgeoise, quel est le pourcentage de produits issus de l'agriculture biologique pour les années 2014, 2015 et 2016 ?
2. Quels moyens financiers, ainsi que les possibilités de consultations, y a-t-il pour les agriculteurs qui envisagent de changer leur exploitation en faveur de l'agriculture biologique ?
3. Les consultations se font en modules. Ne serait-il pas plus utile d'offrir des consultations en groupes ?
4. Y a-t-il un budget pour la recherche sur l'agriculture biologique, notamment pour les volets protection et renforcement des plantes ?
5. Monsieur le Ministre, envisage-t-il de fixer un objectif pour la production biologique au Luxembourg ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les meilleures.

Henri KOX
Député

Gérard ANZIA
Député



Réponse de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs à la question parlementaire n° 3752 des honorables Députés Messieurs Gérard Anzia et Henri Kox

1. Dans l'agriculture luxembourgeoise, quel est le pourcentage de produits issus de l'agriculture biologique pour les années 2014, 2015 et 2016 ?

Le tableau suivant montre, pour les produits agricoles dont la production est recensée par le Service d'Economie rurale (SER) et le service de l'horticulture de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), quels sont les pourcentages de la production biologique dans la production totale au niveau national. Pour certains produits, les données sont déjà disponibles pour 2017 et ont été rajoutées :

Année	2014	2015	2016	2017
Produits				
viande (total)*	0,70%	0,60%	0,70%	
viande bovine	0,90%	0,80%	1,00%	
viande porcine	0,50%	0,50%	0,50%	
viande ovine	2,90%	2,10%	3,40%	
lait cru (vaches, ovins, caprins)	0,80%	0,70%	0,70%	
œufs	10,20%	10,10%	13,60%	
céréales	1,40%	1,60%	1,40%	
raisins	n.d.	n.d.	1,50%	
miel	14,00%	14,00%	12,00%	15%
fruits	<1%	<1%	<1%	<1%
légumes	31%	33%	30%	34%

*viande: prise en compte des abattages d'animaux indigènes (dans les abattoirs + hors abattoir)

En analysant le tableau, il ressort clairement que la part de l'agriculture biologique est la plus basse dans les productions les plus importantes au Luxembourg, à savoir le lait, la viande et les céréales ou bien celles qui exigent des méthodes de production plus difficiles à mettre en œuvre en agriculture biologique comme les fruits et les raisins, mais qu'elle est nettement mieux représentée au niveau de productions telles que les œufs, le miel ou les légumes.

A noter que le secteur biologique doit déjà agir sur les marchés internationaux pour pouvoir écouler le lait bio produit au Grand-Duché de Luxembourg.

2. Quels moyens financiers, ainsi que les possibilités de consultations, y a-t-il pour les agriculteurs qui envisagent de changer leur exploitation en faveur de l'agriculture biologique ?

La conversion à l'agriculture biologique peut mettre l'agriculteur, sa famille et son exploitation devant de nouveaux défis sur les plans humain, technique et économique. Il s'agit dès lors de l'aider dans le processus de conversion, l'ordre de succession des étapes et leur importance dépendant fortement de la situation individuelle de chacun.

Conscient de la grande importance de l'accompagnement de l'agriculteur dans le processus décisionnel, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a favorisé le conseil agricole touchant à l'agriculture/viticulture biologique en appliquant des taux d'aide privilégiés. Le système modulaire avec fiches techniques garantit une certaine qualité et une transparence du travail de conseil à l'agriculteur. Un cahier de charges sommaire énumère des conditions minimales à respecter par l'organisme de conseils.

Ci-après la liste des modules concernés :

Module de conseil	Taux d'aide	Montant maximale de l'aide €
Agriculture biologique		
15.1 Conversion - conseil 'type pré-diagnostic'	100%	800 € par exploitation (conventionnelle)
15.2 Conversion - conseil 'étude approfondie'	100%	1.500 € par exploitation (conventionnelle)
16 Suivi conversion	100%	1.500 € par exploitation et an durant la période de conversion
17.1 Agriculture biologique - appui technico-économique	80%	1.500 € par exploitation (biologique) et an
17.2 Méthodes de l'agriculture biologique	80%	480 € par exploitation (conventionnelle) et an
Viticulture biologique		
23.1 Conversion - conseil 'type pré-diagnostic'	100%	800 € par exploitation (conventionnelle)
23.2 Conversion - conseil 'étude approfondie'	100%	1.500 € par exploitation (conventionnelle)
24 Suivi conversion	100%	1.500 € par exploitation et an durant la période de conversion
25a.1 Fertilité du sol	80%	1.500 € par exploitation (biologique) et an
25a.2 Fertilité du sol	80%	480 € par exploitation (conventionnelle) et an
25b.1 Santé des vignes	80%	1.500 € par exploitation (biologique) et an
25b.2 Santé des vignes	80%	480 € par exploitation (conventionnelle) et an
Diversification		
26 Cultures spécialisées - stratégie pluriannuelle	100%	1.500 € par exploitation (biologique)
	80%	1.500 € par exploitation (conventionnelle)
27 Cultures spécialisées - suivi annuel	80%	1.500 € par exploitation (biologique) et an
	50%	1.500 € par exploitation (conventionnelle) et an
Cultures		
8 Culture de légumineuses	80%	480 € par exploitation et an
9 Culture arable (conseils en groupe max. 6 participants)	50%	260 € par exploitation et an

Le diagnostic de conversion est un préalable essentiel à la décision de conversion. Il analyse la situation de la ferme, ses atouts, ses contraintes, au regard de son environnement et des objectifs tant techniques qu'économiques. Il permet aussi d'évaluer la faisabilité de la conversion en la chiffrant, en évaluant les étapes à prévoir et en les planifiant dans le temps.

Les conseils en matière de conversion sont gratuits, le montant maximal de l'aide pour une exploitation désirant passer à l'agriculture/viticulture biologique s'élève à 2.300 €.

A ces modules 'Conversion' peut s'ajouter le module 'Méthodes de l'agriculture biologique', module bénéficiant d'un taux d'aide de 80% avec un montant maximal annuel de 480 €. Ce module est particulièrement intéressant car il permet aux agriculteurs pratiquant l'agriculture conventionnelle (p.ex. dans les zones de protection des eaux) de faire leurs premières expériences avec les méthodes de l'agriculture biologique.

Une fois la décision prise par l'exploitant d'entamer la conversion vers l'agriculture biologique, il doit s'engager auprès d'un organisme de contrôle agréé et se faire enregistrer auprès de l'autorité compétente qui est l'ASTA. Les frais de contrôle et de certification sont, selon la taille de l'exploitation, entièrement ou partiellement pris en charge par le Ministère de l'Agriculture. En outre, s'il remplit les critères d'éligibilité, il peut introduire sa demande de participation au programme agri-environnemental 'Agriculture biologique', afin de recevoir les primes à l'hectare prévues dans ce programme. Comme le montre le tableau suivant, celles-ci sont plus élevées pendant les trois premières années, afin de mieux compenser les pertes de revenus des exploitations suite au recul des rendements durant la phase de conversion.

	Prime (en €/ha)	
	Conversion (1.-3. année)	Maintien (à partir de la 4. année)
Prairies permanentes et temporaires	270	220
Grandes cultures	300	250
Pommes de terre	400	350
Maraîchage (plein air) / Arbres fruitiers ou Vignes hors production	850	600
Maraîchage (sous verre) / Arbres fruitiers en production	1200	800
Vignes en production	1350	950

Selon la structure de l'exploitation ainsi que l'emplacement ou le classement écologique de ses parcelles, la participation supplémentaire à d'autres programmes agri-environnementaux ou de promotion de la biodiversité peut être engagée, selon la compatibilité des mesures entre-elles.

Finalement, les projets d'investissement réalisés dans le cadre d'une exploitation produisant selon les critères de l'agriculture biologique sont largement favorisés dans le cadre du système de sélection, qui classe, selon un système de points, les investissements susceptibles de bénéficier d'une aide.

3. Les consultations se font en modules. Ne serait-il pas plus utile d'offrir des consultations en groupes ?

A côté des modules dispensés aux exploitations individuelles, le module 'Cultures arables' est ouvert à des groupes d'agriculteurs. Le nombre de participants par groupe est limité à 6. Il s'agit de conseils en groupe avec un nombre maximal de 6 participants. En effet, au-delà de ce nombre, il ne s'agit plus de véritable prestation de conseil mais plutôt d'une action de transfert de connaissances. Selon un rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant l'application du système de conseil agricole (SCA) : <<il est important de faire une distinction aussi nette que possible entre le conseil (résultat d'un système de conseil agricole) et la simple fourniture d'informations aux agriculteurs. Les « services de conseil agricole » doivent comporter un examen de la situation particulière de l'agriculteur>>.

Le conseil en groupe peut donc être certainement une méthode intéressante pour favoriser les échanges entre agriculteurs. Rien n'empêche que les organisations de conseil utilisent cette méthode dans le cadre des modules 'Conversion' et 'Agriculture biologique' ou en fassent une action de transfert de connaissances.

Ceci pourrait par exemple se faire lors de la visite d'un nombre restreint d'intéressés auprès d'une des exploitations biologiques faisant partie du réseau des fermes de démonstration, spécialement dédié au transfert de connaissances entre agriculteurs.

La possibilité d'offrir des consultations en groupe est donc possible.

4. Y a-t-il un budget pour la recherche sur l'agriculture biologique, notamment pour les volets protection et renforcement des plantes ?

En 2018, divers postes budgétaires de l'Etat sont dédiés au soutien de la recherche en agriculture biologique.

D'abord, l'Etat a prévu dans le cadre d'une convention établie entre le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et l'Institut für Biologisches Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg (IBLA) une contribution financière pour des activités de recherche. Le montant de la dotation s'élève à 250.000 € pour 2018 – 2019.

Une aide de 50.000 € a été accordée à ce même institut pour réaliser des champs d'essais dans les cultures de légumineuses et les céréales d'hiver. Au niveau du plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique, les champs d'essais variétaux de pommes de terre et de soja sont soutenus par un montant de 21.000 €.

Le Projet Legutec, qui s'intéresse à la lutte non chimique contre les adventices en cultures de légumineuses, va profiter d'un co-financement de la part de mon ministère de 142.000 € sur 3 ans.

L'année passée, le projet SMART –Farm-Tool a profité d'un appui de 9.000 € par le plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique afin de pouvoir élargir le nombre de fermes analysées au niveau de leur durabilité.

5. Monsieur le Ministre, envisage-t-il de fixer un objectif pour la production biologique au Luxembourg ?

La promotion de l'agriculture biologique est une des priorités gouvernementales.

Néanmoins, une exploitation ne peut pas être forcée à la conversion. Pour l'agriculteur et sa famille, la décision de conversion à l'agriculture biologique est multifactorielle et se fait le plus souvent en étapes. Ce processus décisionnel et les différentes étapes sont bien expliquées dans le rapport final (2009) de l'étude 'Ausdehnung des Biologischen Landbaus für eine zukunftsfähige luxemburgische Landwirtschaft', du Mouvement Ecologique.

Comme il s'agit d'une démarche volontaire, mon ministère s'est posé la question des facteurs déterminants la conversion à l'agriculture biologique et des leviers susceptibles de favoriser ces conversions. Sans vouloir développer en détail toutes les mesures mises en œuvre, on peut citer :

- l'augmentation des aides en faveur de l'agriculture biologique et l'ouverture du régime d'aide aux exploitations partiellement converties ;
- les aides d'Etat pour les entreprises se livrant à la transformation et commercialisation de produits agricoles ;
- la continuation du plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique avec ses diverses actions et mesures, comme e.a. le réseau de fermes de démonstration ;
- le régime d'aide en vue d'améliorer le transfert de connaissances, y compris des activités de démonstration ;
- le régime d'aide pour l'utilisation de services de conseil ;
- le régime d'aide pour la mise en œuvre de projet innovateur (partenariat européen d'innovation agricole), ainsi que des projets de recherche et d'innovation.

La question cruciale pour une exploitation est de savoir si elle pourra écouler convenablement sa production, c'est-à-dire à des prix corrects lui permettant de couvrir les surcoûts liés au mode de production biologique.

En agriculture biologique comme en agriculture conventionnelle luxembourgeoise, les principales productions sont le lait et la viande. Il s'agit donc d'assurer des conditions de vente et de transformation viables pour ces produits afin de pouvoir attirer de nouvelles exploitations vers le secteur biologique. Il faut avoir, à notre petite échelle, les capacités de production des produits que réclame le consommateur avec le problème que, une fois dans les rayons, nos produits nationaux se retrouvent soumis à une importante concurrence de produits étrangers souvent produits à moindre coût.

Nous devons donc nous pencher sur l'éducation du consommateur afin qu'il reconnaisse les produits luxembourgeois et apprenne à les apprécier et à les redemander. Une fois que cette demande en produits bio nationaux se fera plus nettement sentir, l'offre suivra automatiquement.